



# I D É E S

## « Ma cohérence, c'est le socialisme libertaire »

Benjamin Stora, président du conseil d'orientation du musée national de l'Histoire de l'immigration, évoque, dans *68, et après. Les héritages égarés*, cinquante ans de combat politique. Entretien et extraits.

Propos recueillis par Alexis Lacroix

**L'Express** Dans votre livre, vous exprimez le regret que la gauche française, après 1968, ait insuffisamment réfléchi sur ses défaites de la IV<sup>e</sup> République et de l'ère gaulliste. C'est un peu paradoxal, non ? Pourquoi les progressistes auraient-ils dû se flageller ?

**Benjamin Stora** Il ne s'agissait pas de se flageller, mais de regarder lucidement une série de reculs, de défaites. La gauche française, dans la période qui s'ouvre après « Mai », va réussir à capter les sensibilités émergentes et à s'installer au cœur de la vie publique du pays. Mais avec une contrepartie : cela l'a détournée d'un retour critique sur ce qu'a signifié, pour elle, l'après-1945.

**L'Express** Et qu'est-ce que l'après-1945 a signifié pour elle ?

**B. S.** C'était la période où il aurait fallu élaborer une réflexion sur Vichy, et sur l'onde de choc de la collaboration. Les socialistes, dans cette longue phase de reconstruction, ont tendu à faire comme si leur formation politique n'avait pas, en grande partie, voté les pleins pouvoirs à Pétain. Il est vrai que les gaullistes n'ont pas non plus brillé par leur promptitude à réaliser ce travail d'élucidation. Puis la guerre d'Algérie a éclaté et, avec Guy Mollet à partir de 1956, la gauche a été entraînée vers l'acceptation sans réserve et, à mon avis, ruineuse, de l'hostilité, en s'appuyant sur un alliage illusoire entre une radicalité verbale presque « gauchiste » et la conduite d'une politique très dure, très peu dissembla-



Benjamin Stora, 67 ans, est professeur à l'université Paris-XIII.

ble de celle de la droite. Après, quand de Gaulle est arrivé au pouvoir, une opposition très théorique s'est fait jour, avec la conceptualisation par Mitterrand du « coup d'Etat permanent ». Mais il n'y a pas eu de compréhension lucide de la modification en profondeur de la société française des années 1960 (réforme des institutions, fin du monde rural et modernisation tous azimuts). Il aurait fallu que la gauche pense les mouvements sociaux émergents, la question de la place des femmes, l'irruption d'une parole immigrée – ce à quoi l'invitaient alors des esprits comme André Gorz ou encore Cornelius Castoriadis...

**L'Express** Puis survient Mai 68...

**B. S.** Oui, et le retour critique sur le passé proche est à nouveau escamoté, malgré l'effervescence syndicale et étudiante. Si bien que, trois ans plus tard, au congrès d'Epinay, se scelle un véritable accord d'appareil. Et le PS devient une force grâce au PSU et aux partisans de Michel Rocard.

**L'Express** Le phénomène que les politologues désignent comme le « désalignement » des classes populaires vis-à-vis de la gauche trouve donc, selon vous, son origine dans cette longue occultation des mouvements sociaux émergents ?

**B. S.** Oui. A ce moment-là, les socialistes ont fait comme si la classe ouvrière ne s'était pas profondément métamorphosée, comme si elle était encore celle, unifiée, des années 1950. Je raconte comment, lorsque j'ai travaillé à l'usine avec ma mère, en 1968 et



en 1969, j'ai perçu l'ampleur du changement en cours. La plupart des ouvriers étaient, désormais, des immigrés. D'ailleurs, ma mère, juive de Constantine, parlait arabe avec eux. Et c'est dans cet entourage à dominante kabyle qu'elle a accédé à des responsabilités syndicales, au sein de la CGT.

**L'Express** Y a-t-il eu, aussi, à cette époque, l'évolution d'une partie de la gauche en direction de ce que vous appelez un « nationalisme étroit et conformiste » ?

**B. S.** Oui, et, à mes yeux, François Mitterrand, une dizaine d'années avant son entrée à l'Élysée, a joué un grand rôle dans cette évolution, en réinscrivant un socialisme repositionné idéologiquement dans une forme de fidélité à une tradition guesdiste. Radicalité verbale, là encore, doublée d'une continuité assumée avec le nationalisme français...

**L'Express** Carrément ?

**B. S.** C'est mon sentiment ! Le nationalisme dont il est question, c'est la nostalgie de la superbe impériale qui travaillait en profondeur les imaginaires dans ces années-là. Et la synthèse mitterrandienne, loin de s'y opposer, a épousé à son tour cette nostalgie, en l'adaptant au goût du jour, une fois à l'Élysée.

**L'Express** Une erreur, selon vous ?

**B. S.** Disons que le cinquième président de la V<sup>e</sup> République a été dans le droit-fil du politicien de la IV<sup>e</sup> République qu'il avait été. Contrairement à de Gaulle, Mitterrand s'est distingué par son refus obstiné d'envisager la décolonisation et est resté, envers et contre tout, attaché à une idée ancienne de la grandeur.

**L'Express** Vous lui reprochez d'avoir ensuite, au moment de l'irruption du Front national, en 1982, sous-évalué la différence de nature entre la droite républicaine et l'extrême droite. Pourquoi ?

**B. S.** Mitterrand a été d'abord réducteur dans son analyse du gaullisme. Il n'a porté attention qu'à la dimension éventuellement réactionnaire de ce vaste mouvement politique et social. Je lui reproche d'avoir été aveuglé par son antigauillisme. Pour combattre efficacement le FN, il aurait fallu être conscient qu'il n'avait rien à voir avec le gaullisme. Qu'il en était même l'antithèse.



Nostalgie « Mitterrand est resté attaché à une idée ancienne de la grandeur. »

**L'Express** Pourquoi est-il si difficile de faire admettre la singularité du FN ?

**B. S.** Parce que beaucoup s'obstinent à ne voir en lui qu'une droite radicalisée ou « extrémisée », alors qu'il relève d'autre chose que la droite : il est le sur-geon d'une tradition antirépublicaine très ancienne, qui, pour reprendre les classifications de René Rémond, n'est ni bonapartiste, ni légitimiste, ni orléaniste. Mais qui renvoie à une filiation fondée sur le sang et la race – celle de la contre-révolution.

**L'Express** Et Mitterrand n'a pas compris ce point ?

**B. S.** Au-delà de sa personne, le contexte des années 1980 a été marqué par la montée en puissance de l'individualisme et de la dépolitisation. Collectivement, nous n'avons pas compris à temps que cette horizontalisation généralisée signifiait la fin de Mai 68, qui avait été un phénomène très politique et collectif.

**L'Express** Dans *Le Transfert d'une mémoire*, en 1999, vous notiez aussi que le FN était promis à grossir, car il est adossé à la mémoire « sudiste », celle, très implantée dans le Midi méditerranéen, de la guerre d'Algérie. Ce diagnostic est-il encore opératoire ?

**B. S.** L'extrême droite est confrontée à un problème fondamental. Il peut s'énoncer d'une question simple : comment faire l'inventaire critique de notre propre histoire ? La tentative de Marine Le Pen de rendre, avec Florian Philippot, le parti « gaullo-compatible » a échoué. La présence de Philippot a été en quelque sorte pour le FN le moyen d'exercer une esquisse de droit d'inventaire. Mais Philippot a toujours été se recueillir tout seul sur la tombe du Général, à Colombey-les-Deux-Eglises. De Gaulle reste donc un personnage éminemment encombrant pour le FN. Même radicalisée par Laurent Wauquiez, la droite républicaine ne peut pas accepter le meurtre symbolique de De Gaulle. La vieille extrême droite a plus à voir avec le « fascisme à la française » ou le maurrassisme et le nationalisme intégral, qu'avec la catégorie fourre-tout du populisme.

**L'Express** Au début des années 1990, après la répression du FIS par le gouvernement algérien, suivie d'une contre-offensive islamiste, un discours renvoyait dos à dos toutes les forces en présence...

**B. S.** J'ai pris mes distances avec cette façon de raisonner en 1995, lorsque j'ai reçu des menaces.



Le renvoi dos à dos n'était plus possible, des adversaires clairs s'étaient dessinés. Il était surréaliste de prétendre, comme certains le faisaient, que seule l'armée tuait, et jamais les islamistes ! C'est sur le terrain de ces revers successifs dans les batailles démocratiques, entre intégrisme et pouvoir, que vont croître les courants islamistes.

**L'Express** Vous le martelez de livre en livre, la bataille est d'abord culturelle. Et, pour déjouer la guerre des mémoires, vous réclamez un « agrandissement » de notre récit national. Est-ce une idée entendue par la gauche ?

**B. S.** Non, hélas. Le « nationalisme méthodologique », pour reprendre la notion développée par Arjun Appadurai, domine encore ses représentations. Et, sauf exception, la gauche reste dans un périmètre assez étroit de ses leaders, de ses batailles, de ses conquêtes, etc. Ce qui la détourne de l'internationalisme et de l'élargissement des imaginaires, dont Mai 68 a été le théâtre et le déclencheur.

**L'Express** Dès les années 1990, vous avez eu l'intuition du « retour des cloisonnements et des frontières »...

**B. S.** Je voyais alors la chute du mur de Berlin avec ses répliques. Et, à l'encontre du récit global proposé par Francis Fukuyama, je voyais qu'elles n'étaient pas celles de la démocratie. Depuis l'Algérie m'arrivaient mille signaux faibles d'une montée inexorable de l'islamisme. De surcroît, malgré le collapsus du communisme, le socialisme s'engageait dans une voie qui consistait à faire l'économie de sa reconstruction. C'est pour cela qu'il a connu tant de revers jusqu'à récemment.

**L'Express** Quelle place l'antistalinisme a-t-il joué dans vos engagements ?

**B. S.** Rétrospectivement, à mon avis, une place fondamentale. Quand j'étais, au moment de mes travaux universitaires, du côté de Messali [Hadj], je n'étais pas avec le FLN en constitution de parti unique. Je me sentais déjà très en affinité avec la sensibilité antitotalitaire d'un Albert Camus ou d'un Edgar Morin. Je crois qu'il y a dans mon parcours une vraie cohérence de socialisme libertaire. Il y a eu aussi une face sombre de l'utopie de 1968. Ma position m'a sans doute épargné l'enfermement dans un marxisme ultradogmatique qui a conduit plus d'un militant au désespoir, à l'éloignement du politique et même au suicide...

## Extraits

**D**ans *La Dernière Génération d'Octobre*, publié en 2003, j'ai tenté d'expliquer comment une organisation au vocabulaire et aux pratiques si éloignés des moments libertaires de l'après-1968 avait pu séduire et retenir dans ses rangs des milliers de jeunes dans les seventies, extraordinaire moment de libération des mœurs ou d'explosions cinématographiques et musicales. Comment expliquer, en effet, un engagement total (j'ai consacré tout mon

temps et finalement toute ma jeunesse) dans un mouvement à bien des égards surtout replié sur lui-même ? Car, à la différence des autres partis et groupements qui se sont développés après 1968, l'OCI [NDLR : l'Organisation communiste internationaliste, d'obédience trotskiste et fondée en 1965 par Pierre Lambert] n'a été que rarement mêlée aux mouvements féministes, antimilitaristes, écologistes, ou de défense des immigrés. Son objectif était

de recruter des militants en offrant un prêt-à-penser et un prêt-à-agir qui dispensaient de la pensée critique. Le parcours d'historien que j'entamerai à la fin des années 1970 sera, d'un point de vue éthique et épistémologique, incompatible avec cette attitude. Je n'ai pourtant jamais renoncé à l'espoir de l'émancipation. Mais être de l'Organisation signifiait, aussi, être membre d'une même famille. [...] Je passais ainsi du ghetto juif de Constantine au ghetto trotskiste avec ses rites particuliers : réunions régulières, chansons scandées à tue-tête et récitation religieuse de phrases de Marx ou de Trotski.

Cette vie nouvelle était comparable à celle d'autres jeunes de l'époque venus à la politique par le maoïsme, l'anarchisme ou d'autres courants trotskistes. Mais appartenir à l'OCI représentait une double rupture avec son temps. Rupture, évidente, avec les valeurs dominantes de la société de consommation et du spectacle qui se développait dans ces années 1970. Rupture aussi avec, au moins, une partie de Mai 68. En fait, l'OCI n'avait jamais été une organisation proche du mouvement de mai-juin 1968, même si elle avait réussi à capter une part de l'énergie dégagee en attirant des jeunes comme moi dans ses rangs. Elle fonctionnait, bien au contraire, en se défilant de ce mouvement, combattant sans relâche

Vague « Mai 68 a été le déclencheur de l'élargissement des imaginaires. »





« spontanéisme » et ses dérives dangereuses, en particulier le passage à la lutte armée, qui a été la tentative de bien des groupes et organisations, y compris la Ligue communiste jusqu'à sa dissolution, en 1973, et les maoïstes de la Gauche prolétarienne. [...]

**L**issu de la communauté juive de Constantine, j'ai quitté l'Algérie en 1962 en partageant le sentiment de mes parents que c'était là un départ définitif. A mon arrivée en France, j'ai pratiqué l'évitement, forme subtile de l'assimilation culturelle, en ne parlant pas de mon identité de fils d'ouvrier et de juif d'Algérie. Fils d'ouvrier, car ma mère était entrée à l'usine Peugeot de La Garenne-Colombes en 1964. Et c'est en travaillant dans l'été de 1968 dans son usine pour aider mes parents à payer mes études que j'ai découvert la réalité de la condition ouvrière, et non pas dans l'activité militante comme la plupart de mes camarades. Le terrible bruit des machines, l'insupportable chaleur des ateliers, la circulation de l'alcool et des bouteilles de bière (la Valstar), mais aussi la surveillance tatillonne des contremaîtres, et les refus absolus mais silencieux des ouvrières et des ouvriers. J'ai vu, là, dans les mois de juillet et août 1968 (et cette histoire se répétera au cours des étés 1969 et 1970), le poids, l'importance de l'immigration dans la classe ouvrière française. La plupart des OS étaient des Kabyles arrivés d'Algérie dans les années 1950. Après la grève de l'usine de mai-juin 1968, ma mère était devenue, tout naturellement, déléguée CGT puisqu'elle parlait couramment l'arabe. Je n'ai jamais oublié ce passage dans l'usine de La Garenne-Colombes, que ce soit dans l'acharnement de mes études universitaires, pour sortir de cette terrible vie, ou dans l'engagement militant, dans l'empathie avec les oubliés, les « invisibles » de la société, parce que pauvres, ouvriers et immigrés. La pratique militante et le discours du matérialisme historique me sont apparus comme une sortie de l'isolement. Si « nous sommes tous des juifs allemands » et si « les frontières, on s'en fout », il était alors permis d'intégrer les grands idéaux, de déplacer les solidarités. [...]

J'ai fait la jonction avec cette ferveur militante, aveugle et passionnée, avec le sentiment très fort d'appartenance au camp des humiliés, aux côtés de ma mère, ouvrière à l'usine, et des habitants de ce HLM de Sartrouville où vivaient les familles des ouvriers de l'usine le Joint français. Une jonction va s'opérer entre ma mémoire juive, celle de la guerre d'Algérie, et une

autre mémoire juive, celle de l'Occupation et de la Résistance. Celle aussi de la France de la Révolution française, de la République, des engagements fraternels, de la libération individuelle et collective, ce pays où l'on peut dire qui l'on est, d'où l'on vient, chose que je ne pouvais pas faire entre 1962 et 1968. Dans mes six années au lycée, je n'osais pas affirmer ma singularité. A partir de 1968, au contraire, c'est devenu un motif de

fierté que d'affirmer : « Voilà, j'appartiens à une minorité », celle qui a connu les ravages de l'Histoire et veut trouver sa place dans la société française. Cela m'est apparu comme une véritable libération.

Je pouvais dire que je venais d'un autre pays, et que j'étais un juif d'Algérie. [...] La multiplicité des origines se trouvait assumée avec fierté. Il me semblait qu'il s'était produit plus de choses en un mois que durant les sept ans qui avaient suivi mon départ de 1962. Et puis, comme à Alger dix ans plus tôt, il y avait des barricades au Quartier latin.

Dans ces années d'engagement je me suis aussi éloigné des institutions communautaires juives traditionnelles. Comme

le note justement l'universitaire israélien Yaïr Auron : « Dans les années 1960, alors que résonnait le slogan

« Tout est politique », les institutions religieuses et communautaires, sclérosées et ennuyeuses, n'apparaissaient pas comme un tremplin adapté vers la compréhension du monde et de soi-même. Les structures indépendantes et authentiques, comme les Eclaireurs israélites de France ou l'Union des étudiants juifs de France, perdirent ainsi beaucoup de leur influence ». Mai 1968 offrait à la fois l'occasion d'entrer de plain-pied enfin dans la société française et la possibilité de critiquer la France. On pouvait alors dire que le pays s'était mal comporté envers ma famille. Bref, on pouvait s'intégrer et contester.

**E**tre dans une histoire française et vivre dans une autre histoire multiculturelle, s'inscrire dans deux logiques en même temps, celle de l'intégration et celle de la contestation. Le reste de ma vie intellectuelle et politique sera marqué par cette dualité appliquée à l'histoire de la France et à celle de l'Algérie, à l'histoire des juifs et à celle des musulmans, à l'histoire de l'immigration et à celle de la nation. Une façon de ne jamais rester cantonné à un seul récit.

## 68, ET APRÈS. LES HÉRITAGES ÉGARÉS

STOCK/UN ORDRE D'IDÉES, 178 p., 17, 50 €.



**Changement** « La plupart des OS étaient des Kabyles arrivés d'Algérie. »